Menace de blocage sur le centre des finances publiques

Trois syndicats et des dizaines d'agents ont exposé hier à Bastia leur ras-le-bol face à une situation qu'ils décrivent comme "explosive". Ils demandent le retrait du projet de réforme des trésoreries et en appellent aux élus et au préfet

Malgré le malaise qui les ronge depuis plusieurs mois et le ras-le-bol lié à la surcharge de travail, les agents du centre des finances publiques de Haute-Corse n'en restent pas moins combatifs. À l'image de cette conférence de presse donnée hier matin, à Bastia, par trois syndicats CGT, FO et Solidaires à laquelle la quasi-totalité des fonctionnaires a assisté. Une salle trop petite pour accueillir tout le monde. Leur revendication : le retrait du projet de réforme qu'ils estiment *"destructeur"*.

"Huit perceptions situées en zones rurales vont être amputées de la moitié de leurs missions à partir du 1er janvier si le projet de la direction locale aboutit. Les particuliers n'auront d'autre choix que de s'adresser aux services de Bastia et Corte pour tous renseignements, délais de paiement, contentieux ou levée d'opposition,* déplore Jean-Pierre Battestini. *Nous serons dans l'incapacité de faire face à cet afflux de demandes avec en plus la gestion de la taxe d'habitation et le prélèvement à la source qui ne feront qu'empirer la situation."*

Pour les agents, ce projet est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. *"Nous avons perdu 200 emplois en l'espace de quinze ans et ce n'est pas terminé car des suppressions de postes sont encore annoncées pour l'année prochaine."*

"Un rouleau compresseur qui nous écrase"

Dans ces circonstances, les conditions de travail deviennent déplorables, selon les délégués syndicaux : *"C'est un rouleau compresseur qui est en train de nous écraser. On ne s'en sort pas. Maintenant, les prises de rendez-vous s'allongent, les délais d'attente sont interminables. Et tous ceux qui payent des impôts sont concernés. Ils devront faire des kilomètres pour avoir le renseignement auquel ils ont droit"*, s'alarme Antoine Renucci, représentant FO. Jean-Pierre Battestini prévient également : *"Nous ne serons pas le France Télécom de 2020. Les agents d'accueil subissent des menaces, des agressions de la part d'un public désemparé face aux difficultés qu'il rencontre et aux dysfonctionnements. Le nombre d'arrêts maladie et de gens en souffrance au travail ne fait qu'augmenter."*

Les agents du centre des finances publiques de Bastia ont exposé leur ras-le-bol hier matin.

/ PHOTO JONATHAN MARI

Pour autant, il n'est pas trop tard pour agir, selon les trois syndicats. Ils réclament désormais le retrait pur et simple du projet et posent un *ultimatum* : la date du 5 novembre.

Et l'assurent : *"Si nous n'obtenons pas gain de cause face à cette catastrophe annoncée, nous mènerons des actions de blocage des services, notamment à l'encaissement de l'impôt et au niveau des poursuites."*

Dans le même temps, ils en appellent aux élus locaux, aux responsables de l'exécutif régional et au préfet. Les syndicats demandent qu'une réunion soit organisée dans les plus brefs délais *"sur les moyens et les structures des finances publiques en Corse pour pouvoir assurer l'ensemble de nos missions correctement"*.

SANDRA CARLOTTI

*Aleria, Morosaglia, Folelli, Prunelli, San Nicolao, Borgo, Saint Florent, Cap Corse.

Réforme des services fiscaux : l'intersyndicale reste déterminée

À l'appel de l'intersyndicale des finances publiques (CGT, Solidaires, FO), des trésoreries de Haute-Corse ont été fermées hier au public, l'estimation de leur nombre divergeant entre les syndicats et la direction.

L'intersyndicale reste déterminée à obtenir le retrait du projet de la direction départementale des finances publiques de Haute-Corse d'adaptation des structures du réseau. Il implique notamment le transfert, à compter du 1er janvier prochain, de l'activité de recouvrement de l'impôt sur le revenu par les trésoreries rurales vers les centres de Bastia et de Corte, les premières conservant leurs missions de gestion comptable et financière auprès des collectivités locales.

/ DOCUMENT CORSE-MATIN

Réunion ce matin entre les syndicats et la direction

"Nous exigeons le report du transfert des missions fiscales, un moratoire sur les suppressions d'emplois et la prise en compte de nos particularités fiscales mises en avant une nouvelle fois par le dernier rapport de l'inspection générale des finances, indique Jean-Pierre Battestini, délégué syndical CGT. Directeur départemental adjoint des finances publiques de Haute-Corse, Marc Goarant rétorque que *"le projet d'adaptation des structures du réseau, qui a été publié ce jeudi au Journal Officiel*, est connu depuis plusieurs mois des agents et des élus et depuis, il n'a pas changé. Les trésoreries resteront ouvertes physiquement ; aucune ne va fermer. Cette adaptation ne fait que les spécialiser afin, compte tenu des moyens, d'offrir le meilleur service public possible aux usagers et aux élus locaux. Pour les syndicats, c'est l'antichambre de la fermeture mais cela ne correspond pas à la réalité."*

Un avis que ne partagent pas les syndicats. *"Les trésoreries du rural ne fermeront peut-être pas au 1er janvier 2019 mais après, oui"*, soutient Suzanne Bazzali, délégué syndical FO. Même constat pour Mireille Maillard, porte-parole de Solidaires : *"Si cette réforme est maintenue, ces structures de proximité vont, à terme, disparaître et cela va engorger les centres de Corte et de Bastia car il n'y aura pas plus de personnel, les conditions de travail seront donc plus difficiles."*

L'intersyndicale dénonce par ailleurs des menaces disciplinaires ou de retenue sur salaire à l'encontre d'agents *"alors qu'ils étaient présents dans les locaux. Ceux-ci étaient uniquement fermés au public afin de lui montrer les conséquences de ce projet*, précise Mireille Maillard. *"Si des sanctions sont prises, le conflit va se durcir"*, prévient Suzanne Bazzali.

"Nous n'avons fait qu'informer les agents sur leurs droits et obligations et que les piquets de grève qui ont été mis en place sont illicites. Il n'y a eu aucune pression", affirme le directeur adjoint.

Selon les syndicats, une réunion doit avoir lieu ce matin avec la directrice départementale à Bastia. *"Nous allons faire le point avec elle"*, signale Suzanne Bazzali qui espère que les revendications seront entendues tout en ajoutant qu'*"une audience a été demandée au préfet et que les élus ont été alertés"* (voir dans notre édition d'hier la position du conseil municipal de Bastia). En particulier ceux du rural. *"Il est important*, renchérit Mireille Maillard, *qu'ils se mobilisent à nos côtés car c'est la défense de la ruralité qui est en jeu."*

FABRICE LAURENT

* Arrêté du 31 octobre 2018 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques.

Impôts : la "fin de la proximité", alertent les syndicats

Les intersyndicales (FO-CGT, Solidarité) des finances publiques ont manifesté hier à Ajaccio et à Bastia leurs inquiétudes auprès des usagers.

À Ajaccio, quatre délégués se sont installés devant la porte du centre des impôts, parc Cuneo, pour proposer aux usagers - qui étaient nombreux hier à venir payer leur taxe d'habitation - de signer leur pétition. Cette dernière expose les menaces qui, à leur sens, pèsent sur leurs emplois ainsi que sur la mission de proximité de ce service public.

"L'État veut supprimer 50 000 emplois dans la fonction publique d'ici 2022. Nous sommes les premiers exposés. Ici en Corse-du-Sud, après les suppressions des trésoreries de Piana et de Porto-Vecchio, ce sont désormais celles de Sainte-Marie-Sicché et de Vico qui sont touchées. Ces trésoreries ont deux missions : la gestion du budget des collectivités et celle du recouvrement de l'impôt pour les particuliers. Cette dernière sera transférée à Ajaccio, ce qui impactera fortement le service public de proximité dont la réévaluation est pourtant inscrite dans la loi Montagne. Et ce sur une île qui compte de nombreuses personnes âgées qui ne peuvent pas utiliser les services en ligne", soulignent Matthieu Caillaud, le secrétaire général de FO Finances publiques et Cathy Paolini, la secrétaire générale de la CGT. Du côté de la direction intérimaire (une nouvelle tête est attendue depuis la mutation de Yann de Poujol de Molliens), on renvoie au mouvement national de suppression de postes et aux propos de Gérald Darmanin qui souhaite réorganiser d'ici 2019 les DGFIP, en tenant notamment compte du prélèvement à la source et de l'évolution du comportement des usagers.

Les représentants de l'intersyndicale, hier, devant le centre des impôts d'Ajaccio, ont recueilli de nombreuses signatures sur leur pétition. / PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNIL

"Les trésoreries de Sainte-Marie-Sicché et de Vico ne fermeront pas à proprement parler, elles garderont leur activité de gestion des collectivités locales. Le recouvrement de l'impôt sera en revanche recentré sur Ajaccio. Mais celui-ci peut se faire par téléphone, par écrit, par internet et sera de plus opéré à la source." Enfin, la direction qui déclare ne pas connaître l'impact des suppressions de postes sur la Corse-du-Sud, assure que les salariés de Vico et de Sainte-Marie-Sicché ne seront pas impactés par le recentrage de l'activité de ces trésoreries.

Quarante élus en renfort à Bastia !

Record battu en Haute-Corse pour Jean-Pierrre Battestini, la figure de proue de cette intersyndicale des finances : pas moins de huit cars de CRS avaient été mobilisés, une première pour le porte-voix de la CGT. Pas vraiment de quoi craindre un débordement avec beaucoup d'élus, parfois âgés du rural, les seuls projectiles à portée de main étaient les... marrons grillés devant le bâtiment de La Poste à Bastia !

Dans ce rassemblement, il fallait noter la forte présence d'élus du rural mais aussi ceux de la ville de Bastia, Pierre Savelli en tête. / PHOTO CHRISTIAN BUFFA

Antoine Renucci, pour l'intersyndicale, expliquait *"à partir du 1er janvier, huit trésoreries seront concernées, et dans le travail de ces "perceptions", il y a la gestion des communes et le recouvrement de l'impôt. Ce recouvrement de l'impôt sera retiré à ces trésoreries pour être transféré dans deux centres Corte et Bastia. Le service public de proximité s'éloigne de l'usager, par ailleurs, les trésoreries qui n'auront plus que les gestions des communes ne tiendront pas, ce sont les conditions de fermetures qui sont ainsi mises en place. Toutes les perceptions rurales seront fragilisées : on ne leur donne pas plus d'un an à survivre..."* Laurence Piazza, maire de Meria, avait tenu à être présente : *"Je suis directement concernée et les habitants de ma commune aussi. C'est un service essentiel pour la population, c'est notre banque pour la commune, c'est elle qui gère nos budgets, notre trésorerie. La trésorerie c'est un élément moteur de notre économie c'est pourquoi vous voyez autant de maires et d'élus car beaucoup sont venus sans écharpes. Nous nous sommes aperçus qu'il y avait déjà une diminution de personnel dans les trésoreries, alors que ces agents ont vraiment beaucoup de travail..."* La direction n'a pas été en mesure de recevoir une délégation, la porte restant fermée en raison de consignes parisiennes.

C. M. ET J. C.